N°1118

du 17 AVRIL 2018

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.6 Rapport définitif d'une étude attendu en juillet 2019

Comment améliorer les revenus des petits producteurs de café ?

P.3 Sortie de crise sociopolitique au Togo

"...dans le respect des délais légaux et principes de la démocratie", selon la CEDEAO

Jean-Claude Brou, Président de la Commission de la CEDEAO

P.4 Dans l'accompagnement de l'action gouvernementale par la société civile

Le Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif entame deux missions «*court terme*»

P.4 Pour les statistiques sur le travail, l'emploi et la sous-utilisation de la main d'œuvre

Les nouveaux outils harmonisés se finalisent à Lomé

P.3 Campagne agricole 2018/2019

Près de 3 milliards de subvention d'engrais en faveur des producteurs vulnérables

P.3 Dans la perspective d'une meilleure application du nouveau Code foncier

Former les acteurs à la base dans chaque région sur les directives volontaires

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **22 61 35 29 / 90 05 94 28**

AZIMUTS INFOS

Les ancêtres des baleines naissaient sur la terre ferme !

Les ancêtres des baleines, les Pakicetus, vivaient sur les bords d'une mer vestige de l'océan Thétys. Un chaînon intermédiaire trouvé lui aussi au Pakistan montre que pendant un temps, bien que vivant en mer, Maiacetusinuus retournait sur le terre ferme pour donner naissance à ses petits.

Aussi curieux que cela puisse paraître, parmi les ancêtres de la baleine bleue figurent des mammifères ressemblant à un loups voire à un daim, mais apparentés aux artiodactyles dont les dromadaires sont des exemples modernes. Les Pakicetus, des ancêtres probables, qui vivaient sur les rivages de la Thétys en train de se refermer entre -55 et -34 millions d'années environ, sont même assez proches des hippopotames, comme la biologie moléculaire l'a montré par comparaison de leur génome à celui des cétacés.

Philip D. Gingerich figure parmi les premiers paléontologues à décrire des fossiles de cet animal et vient aujourd'hui de rendre ses conclusions au sujet d'un autre fossile trouvé au Pakistan lors des campagnes de fouilles de 2000 et 2004. Avec ses collègues, il décrit dans un article de PLoS One les restes d'un autre ancêtre de la baleine âgé de 47,5 millions d'années.

Comme il l'explique dans cette vidéo, il a commencé par être perplexe car les petites dents de cétacés apparaissant initialement, et qui faisaient penser à une jeune baleine, allaient rapidement ne pas cadrer avec les côtes de grandes tailles que les paléontologues dégageaient de leur gangue de roche. Il fallut rapidement se rendre à l'évidence : on était en présence d'un foetus presque à terme dans le ventre de sa mère.

Excellent nageur mais marcheur à l'occasion

C'est pourquoi la nouvelle espèce découverte fut rapidement baptisée Maiacetusinuus. Maiacetus signifie maman baleine en latin et inuus est le nom d'un dieu romain de la fertilité.

Remarquablement, la tête du foetus est dirigée vers l'arrière de sa mère, contrairement aux baleines modernes. Le détail est capital car il implique que la naissance devait avoir lieu sur la terre ferme. Chez les cétacés actuels, qui naissent dans l'eau, le petit sort la queue la première pour minimiser le temps durant lequel il a la tête dans l'eau. La forme générale du squelette de Maiacetusinuus montre d'ailleurs encore très clairement la présence de quatre pattes qui, bien que visiblement adaptées à la nage, pouvaient encore servir à l'animal pour se déplacer hors de l'eau sur de courtes distances. De plus, la forme de dents du foetus indique aussi que, juste après sa naissance, le jeune cétacé devait être capable de se nourrir par lui-même.

Des restes de Maiacetus mâles ont été retrouvés ultérieurement et indiquent que ces derniers étaient légèrement plus grands que les femelles, mais pas suffisamment pour que l'on puisse en déduire avec une grande probabilité que les mâles étaient les dominants et possédaient un harem de femelles. Dans tous les cas, la taille des dents indique qu'elles étaient bien adaptées pour la chasse aux poissons.

Cette découverte remarquable éclaire donc le passage évolutif des cétacés purement terrestres à ceux que nous connaissons de nos jours, comme les dauphins et les baleines à bosses.

L'UNION
Pour la Patrie
Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses
Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC
Siège: Wuiti - Nkafu
Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28
e-mail: patrie006@yahoo.fr
Casier N° 60 / M.P.
Impression
Groupe de presse L'Union
Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON
Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI
Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA
Service photographie
Roland OGOUNDE
Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

Conférence

Enfance et éducation: Responsabilité des parents

En début de soirée ce 17 avril se tient à l'Institut Français du Togo une conférence sur la responsabilité des parents dans l'éducation des enfants. La famille exerce une fonction éducatrice sans laquelle le fonctionnement de la société est mis en péril. La famille est au centre même du processus éducatif.

" *Avant l'école, pendant l'école, après l'école, il y a la famille* ". Les parents ont à porter cette responsabilité primordiale : conduire leurs enfants vers l'âge adulte. Ils peuvent et doivent sous-traiter certains aspects du processus éducatif, notamment l'apprentissage des savoirs scolaires et la formation professionnelle, mais ce n'est en aucun cas un abandon de responsabilité : les parents doivent surveiller le bon déroulement des opérations, motiver l'enfant puis l'adolescent dans son apprentissage, l'encourager, l'accompagner, l'orienter puis, quand il grandit, l'aider à s'orienter lui-même. L'intervenant aborde un thème très sensible. Aujourd'hui, les parents de la génération en âge d'avoir des enfants ne savent plus comment les éduquer. Ils ont de grosses difficultés de communication avec eux. Il faut vite réagir

17 AVR. / 18H30 I SALLE DE CONFÉRENCE I LIBRE ET GRATUITE - LOMÉ

Postcolonie

Des collectifs franco-sénegalais pour démolir Faidherbe

De Lille à Saint-Louis, plusieurs associations militantes entendent faire disparaître de l'espace public le nom de Louis Faidherbe, l'ancien gouverneur français du Sénégal. Elles proposent de débaptiser les rues, ponts et lycées qui portent son nom et de déboulonner les statues à son effigie.

" *Faidherbe doit tomber !* " Un collectif lancé le 10 avril à Lille, dans le nord de la France, en partenariat avec une association sénégalaise, a fait du déboulonnage de la statue équestre de Louis Faidherbe son cheval de bataille. Depuis octobre 1896, une imposante représentation en bronze du général trône en effet dans le centre-ville de la capitale des Flandres. Une manière, pour sa ville d'origine, de rendre hommage à celui qui " *s'est illustré durant la guerre de 1870 à la tête de l'armée du Nord* ", lit-on sur le site de la municipalité.

Mais c'est son action en tant que gouverneur du Sénégal, pendant la colonisation française, que dénoncent les associations. " *Il y a un réel déni : on célèbre le militaire actif en France et on occulte sa carrière coloniale* ", constate Thomas Deltombe, coordinateur de la campagne " *Faidherbe doit tomber* " pour l'association Survie Nord, mais aussi auteur de L'islam imaginaire (La Découverte, 2007) et co-auteur de Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971 (La Découverte, 2011).

Cinéma

OUAGA FILM LAB lance un appel à projets

Le présent appel à projets s'adresse à des porteurs de projets africains (dont le réalisateur est ressortissant d'un pays de l'Afrique de l'Ouest) dans le domaine du cinéma.

Ouaga Film Lab est une plateforme de rencontres entre des jeunes talents du continent et des consultants internationaux. Elle instaure un dialogue direct à double-sens : entre les talents africains eux-mêmes ; et avec des professionnels du reste du monde, favorisant la mise en réseau et les échanges autour des difficultés inhérentes à la production cinématographique tant au niveau local qu'international.

OUAGA FILM LAB est le 1er laboratoire de développement et de coproduction en Afrique de l'Ouest. Il a pour but principal le renforcement de la compétitivité des réalisateurs et producteurs des pays de la sous-région dans les différents grands laboratoires internationaux et la facilitation de leur accès aux fonds de financements locaux, à des coproductions internationales et à leur mise en étroite collaboration avec des mentors confirmés du continent.

Les dossiers doivent être rédigés soit en français, en anglais ou en portugais.

Tout candidat (réalisateur ou producteur) a le droit de proposer plus d'un projet dans un maximum de 2 (deux) projets.

Au terme de la semaine de formation, de rencontres et de présentations de projets, 5 (cinq) prix seront décernés aux meilleurs projets : Le Prix IDRISSA OUEDRAOGO : participation à une résidence d´écriture au Moulin d´Andé (France) en collaboration avec le CNC ; Prix SUD ECRITURE : participation à une de résidence d'écriture en Tunisie ; Le Prix FIDADOC : participation à une résidence d'écriture de projet documentaire au Maroc ; Prix La Fabrique Cinéma de l'Institut français : Sélection d'un projet du Ouaga Film Lab pour La Fabrique 2019 ou 2020 ; Prix Medienboard Berlin-Brandenburg : bourse pour une résidence d'écriture de 3 mois à Berlin (Allemagne).

La troisième édition de OUAGA FILM LAB se déroulera du 20 au 29 Septembre 2018 à Ouagadougou. Elle est organisée en étroite collaboration avec l'EAVE (European Audiovisual Entrepreneurs), l'Institut français (IF Paris, IF Burkina Faso, la Fabrique des cinémas du Monde, la Cinémathèque Afrique), le Moulin d´Andé et le Festival international de film documentaire d'Agadir au Maroc (FIDADOC) et Sud Ecriture (Tunisie) ; ainsi qu'avec le soutien du Bureau Suisse de la Coopération au Burkina, le Centre National du Cinéma et de l´image animée, de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), de l'Institut Goethe de Ouagadougou, de Canal Plus et du Ministère de la culture et du tourisme du Burkina Faso, Medienboard Berlin-Brandenburg.

Période de réalisation du 20 au 29 Septembre 2018

Date limite d'envoi des dossiers : 1er Juillet 2018

Nécrologie

Le cinéaste italien Vittorio Taviani est mort

Le cinéaste italien Vittorio Taviani est mort à Rome à l'âge de 88 ans. Il a écrit avec son frère Paolo certaines des plus belles pages du cinéma italien, dans une oeuvre atypique qui mêle histoire, psychanalyse et poésie.

«*Le cinéma est ma vie parce que, sinon, je serais seulement un fantôme et tous les rapports avec les autres se dissoudraient dans le brouillard*», disait Vittorio Taviani, indissociable de son frère Paolo, de deux ans son cadet.

Un duo unique (avec peut-être les frères Dardenne) qui parlait toujours d'une même voix et écrivait à quatre mains ses colères, ses indignations, mais aussi son amour de l'art et de la beauté.

«*Nous ne voyons pas comment nous pourrions travailler l'un sans l'autre. (…) Tant que nous pourrons mystérieusement respirer au même rythme, nous ferons des films ensemble* », affirmaient les deux cinéastes qui, en 1977, se comparaient au café au lait : « *impossible de dire où finit le café et où commence le lait !* »

Fortement inspirés par le maître du néoréalisme Roberto Rosselini, mais aussi par Vittorio De Sica, les deux frères, fils d'un avocat antifasciste, se sont intéressés dès leurs débuts, dans les années 1960, aux thèmes sociaux. Et leur cinéma s'est vite distingué par un style singulier où se mêlent histoire, psychanalyse et poésie.

Beaucoup de leurs films sont inspirés d'oeuvres littéraires : Les Affinités électives, adaptées de Goethe, ou Padre padrone tiré du roman éponyme de Gavino Ledda, qui raconte la rude destinée d'un enfant sarde, élevé par un berger.

Sortie de crise sociopolitique au Togo

«...*dans le respect des délais légaux et principes de la démocratie*», selon la CEDEAO

Late Pater

Visiblement, ce sont les adeptes de la morale hors la loi en vigueur – comme s'il en existait autant dans la conquête du pouvoir politique – qui doivent rougir de colère parce que le communiqué final de la réunion de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) tenue le 14 avril 2018 à Lomé n'en fait pas cas. Déroutés par la règle unanimement partagée de la non-rétroactivité des nouvelles dispositions issues d'une modification de la loi constitutionnelle, certains ont cru se réfugier derrière la morale et le bon sens pour tenter de convaincre de ce que l'actuel «champion» du parti au pouvoir ne devra plus se représenter au scrutin présidentiel de 2020. Au motif qu'il a déjà fait trois mandats, donc plus de deux, selon la formule magique «en aucun cas ». La coalition des 14 partis de l'opposition a même juré (encore !) qu'elle fera tout pour l'en empêcher. A moins qu'elle vienne à nier, une nouvelle fois, n'avoir jamais promis de le faire. Or, juridiquement, il est admis que, autant que les acteurs ne se seront pas mis d'accord pour acter la limitation du mandat présidentiel à deux au plus, la loi fondamentale actuelle au mandat non limité va continuer de s'appliquer. Toute personne pourra se porter candidat à volonté. Seul son parti de provenance et sa seule conscience sont habilités à l'en empêcher.

Pour les Chefs d'Etat de la région, il faut tout faire suivant les délais, normes et principes qui s'appliquent en démocratie. *«La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement salue les initiatives et les efforts de S.E.M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana en vue de la résolution pacifique des tensions sociopolitiques auxquelles le Togo est confronté depuis août 2017. Elle invite instamment tous les partis politiques et la société civile togolaise à s'abstenir de tout acte de violence et de tout agissement susceptibles de constituer une menace à la paix et à la stabilité du Togo et de la région. La Conférence désigne leurs Excellences Monsieur Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et Professeur Alpha Condé en qualité de facilitateurs de la CEDEAO, leur exprime sa confiance et son soutien et les encourage à intensifier leurs efforts pour aider le gouvernement et les acteurs politiques togolais dans la réalisation des réformes constitutionnelles, dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et de l'Etat de droit. Elle instruit la Commission de prendre toutes les dispositions pour apporter son appui à leurs Excellences Monsieur Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et Professeur Alpha Condé et de proposer des recommandations qui seront soumises au prochain sommet de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement»*, indique le communiqué final sur la situation politique au Togo.

Photo de famille des Chefs d'Etat à la sortie du Sommet de Lomé

Pour le reste, la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO s'est félicitée des efforts du président Faure Gnassingbé, Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, dans la résolution de la crise bissau-guinéenne. Lui qui, dans son discours d'ouverture, a réitéré la disponibilité de l'organisation à accompagner la Guinée Bissau : *«nos frères bissau-guinéens peuvent compter sur notre présence attentive à leurs côtés jusqu'à ceux qu'ils parviennent à une solution concertée pour aider le pays à renforcer ses institutions»*. Pour parvenir à une résolution durable de la crise politique, la nomination de M. Aristide Gomez comme Premier ministre de consensus doit être officialisée par décret présidentiel ce 17 avril et les élections législatives doivent être organisées le 18 novembre 2018. En outre, la Conférence a pris acte de la décision des acteurs politiques de l'ouverture du Parlement le 19 avril prochain.

Déjà le 29 août 2017, dans une déclaration, le parti présidentiel UNIR avait exhorté *«tous les acteurs à agir de manière responsable pour favoriser la mise en œuvre des réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles dans le respect des règles démocratiques»*.

Dans la perspective d'une meilleure application du nouveau Code foncier

Former les acteurs à la base dans chaque région sur les directives volontaires

Mettre en place une plateforme multi-acteurs pour le suivi des questions foncières, former les acteurs à la base dans chaque région sur les directives volontaires, et faire un plaidoyer pour l'accélération de la décentralisation afin d'améliorer l'application du nouveau code foncier: telles sont les principales recommandations issues de l'atelier national d'échanges sur la gouvernance foncière, organisé par la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau– Afrique de l'ouest (CGLTE-AO), avec l'appui de la FAO – Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation –, les 5 et 6 avril 2018 à Lomé. Une cinquantaine de participants ont pris part à cette rencontre parmi lesquels les acteurs du secteur public, les organisations de la société civile, la chefferie traditionnelle et les organisations paysannes. Aux dires du ministre Sessenou Fiatuwo de l'Urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie, *«aucun pays ne peut réaliser ses priorités stratégiques en l'absence d'un cadre réglementaire et législatif du foncier clair, crédible et équitable»*. Estimant que *«la corrélation entre un régime foncier durable, équitable et inclusif d'une part, et l'attraction des investissements et le développement économique et social d'autre part, n'est plus à démontrer»*.

A la FAO, la question de la gestion foncière s'inscrit dans les actions prioritaires du fait des nombreuses pressions sur les ressources naturelles, *«dans un contexte mondial marqué par des changements et des défis globaux»*, affirme le chargé de bureau au Togo, Djiwa Oyétoundé. Les Directives volontaires ont pour objectif de promouvoir la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, en prenant en compte toutes les formes de régimes fonciers: publics, privés, communautaires, autochtones, coutumiers et informels, a-t-il ajouté.

Me Sessenou Fiatuwo, Ministre de l'Urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie

Il est rappelé par la FAO, qu'au Togo, la terre est une ressource qui fait l'objet de transactions de toutes sortes, si bien que le pays est confronté à une insécurité foncière caractérisée, entre autres, par les doubles ventes de terrains, la mauvaise exécution des baux ruraux, les expropriations abusives, ou encore la non-reconnaissance du droit de la femme à la terre dans les communautés rurales.

L'insécurité foncière dans le pays résulte de différents facteurs et notamment des lacunes dans les textes réglementant le secteur, auxquelles il faut ajouter la coexistence de deux systèmes juridiques. Le régime foncier togolais est en effet caractérisé par un système coutumier et moderne, qui peut engendrer des querelles tribales et familiales, des conflits entre collectivités et particuliers, ou encore l'entrave à l'épanouissement personnel des femmes, notamment en milieu rural. Ces difficultés ont des répercussions en termes socio-économiques, à même de freiner le développement global du pays. La persistance de la crise foncière et la complexité de sa gestion commandent la nécessité d'une attention accrue au secteur, pointe la FAO.

Les récents travaux de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR, 2012) ont révélé que le foncier est la première source de conflit au Togo: plus de 80 pour cent des litiges au niveau des juridictions togolaises sont relatifs au foncier. C'est pour trouver des solutions durables à cette question qu'un projet de code domanial et foncier est en cours d'adoption à l'Assemblée nationale. Le Togo a également validé, avec l'appui de la FAO, un nouveau plan national d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle adopté par le Gouvernement et qui met l'accent sur la planification de l'espace rural au Togo.

C'est dans ce contexte que la plateforme nationale de la CGLTE-OA a initié l'atelier, qui a permis aux participants de mener des réflexions et d'échanger sur l'importance des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Campagne agricole 2018/2019

Près de 3 milliards de subvention d'engrais en faveur des producteurs vulnérables

L'Etat togolais a mobilisé la somme de 2 935 160 000 de francs Cfa pour subventionner l'achat d'engrais au titre de la campagne agricole 2018-2019, a indiqué Ouro-Koura Agadazi, ministre de l'Agriculture et, de l'Elevage. C'était à l'occasion du lancement de la campagne agricole 2018/2019 le 11 avril dernier. La subvention, indique-t-il, bénéficiera aux producteurs "vulnérables", sélectionnés dans tout le pays, sur la base d'un certain nombre de critères". Selon les informations, rapportée par le portail Togo First, il devrait s'agir, entre autres, de petits producteurs dont les superficies cultivables sont comprises entre 0,25 et 1 hectare, et des producteurs âgés 18 et 60 ans. L'objectif affiché est de leur permettre de booster leur productivité et d'avoir plus d'autonomie financière, souligne la même source.

Au total, le volume d'engrais (NPK et Urée) attendu se chiffre à 36 700 tonnes. Les sociétés privées commercialisant cet intrant seront mises à contribution dans le cadre de la distribution. Idéalement, ces sociétés devront créer au minimum un point de vente dans chacun des 385 cantons où résident les 244 597 paysans vulnérables dénombrés selon les chiffres communiqués. L'idée est de rapprocher les stocks d'engrais du lieu de résidence des bénéficiaires, explique Togo First.

In fine, cette subvention devrait entraîner une revue notable du prix du sac d'engrais, de 13 000 FCFA à 9 000 FCFA, 3 sacs par producteur.

A Lomé, du 16 au 20 avril 2018

Un pas de réussi vers un IHPC au niveau africain

Depuis hier, et ce jusqu'au 20 avril prochain, Lomé est le cadre de l'atelier régional consacré à l'évaluation de l'état d'avancement du dispositif et des outils de traitement de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC). Tout vient du constat selon lequel des disparités en lien avec le calcul des indices des prix à la consommation existent entre les Etats. A l'ouverture des travaux, c'est le directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (inseed), Koame Kouassi, qui rappelle bien tout le chemin parcouru. Le Programme de comparaison internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique) dans ses rounds 2005 et 2011, son programme allégé de 2009 et la mise en place des IHPC par les commissions de l'UEMOA, de la COMESA et de la SADC ont été exécutés avec succès. Par la suite, la Banque africaine de développement a organisé une réunion, en décembre 2014 à Tunis, pour capitaliser les expériences régionale et internationale acquises dans le cadre de l'intégration du PCI-Afrique et de l'IHPC, et de s'accorder sur la manière de conduire un PCI-Afrique 2015 amélioré. Les similitudes faites entre le PCI et l'IHPC indiquent que l'intégration des deux opérations statistiques est possible pour le volet sur les prix à la consommation des ménages. Et les pays devraient bénéficier de cette intégration pour réduire les coûts des activités de ces deux opérations statistiques et permettre que le calcul des parités du pouvoir d'achat devienne un exercice annuel selon les recommandations internationales. Surtout que l'atelier de Tunis sur l'intégration du PCI et de l'IHPC a élaboré une feuille de route à l'échelle continentale pour atteindre cet objectif. Le Programme de comparaison internationale est une initiative statistique mondiale mise en place en 1970 dans le but de produire des niveaux

(suite à la page 4)

Dans l'accompagnement de l'action gouvernementale par la société civile

Le Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif entame deux missions «court terme»

Late Pater

Le FCG Sweden a distinctement recruté, le 13 avril dernier, deux experts «court terme» (un informaticien et un en suivi-évaluation) dans le cadre du Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif (Pro-CEMA) au Togo. L'objectif est le même : mettre en place un système informatisé de suivi-évaluation, géré sur logiciel avec une base de données électroniques accessible par Internet, et fournissant en temps réel les informations nécessaires au suivi technique et budgétaire des activités et à la mesure des performances du Programme en termes d'effets et d'impact sur le public cible. La date prévue pour le début des deux missions est fixée au **23 avril 2018** pour une durée respective de 10 homme-jours (ce qui veut dire théoriquement que la mission nécessite le travail d'un homme pendant 10 jours dans ce cas précis où le recrutement a visé un expert) et de 20 homme-jours.

Les qualifications et compétences qui ont guidé le choix du premier sont la formation supérieure en informatique et ou en statistique (niveau BAC +3 minimum) ou équivalente ; une expérience professionnelle générale de plus de 3 ans dans le cadre de projets de développement ; une expérience d'au moins 5 ans en Afrique subsaharienne ; une expérience professionnelle pertinente de mise en place d'un système informatisé de suivi-évaluation en qualité d'Expert informaticien d'au moins 5 ans ; au moins trois expériences de développement d'applications sous MS-ACCESS ; une expérience validée des méthodes et approches de suivi-évaluation (quantitatives, qualitatives et participatives), de l'analyse de l'information et de la formation en matière d'établissement et de mise en œuvre du suivi-évaluation ; une expérience de plus de 3 ans dans la participation/gestion de programmes financés par le Fonds européen de développement ; une expérience dans un projet d'appui à la société civile au Togo. Et pour le deuxième, une formation universitaire en sciences sociales, économiques, en sciences du développement (niveau BAC+5 minimum) ou équivalente ; une expérience professionnelle générale de plus de 15 ans dans le cadre de projets de développement ; une expérience d'au moins 7 ans en Afrique subsaharienne ; une expérience professionnelle pertinente de suivi-évaluation d'activités et/ou de projets de développement prouvée par au moins 5 expériences de suivi-évaluation ; au moins 2 expériences dans la mise en place d'un système informatisé de suivi-évaluation et de rapportage de projets et dont au moins une expérience pour un projet d'appui à la société civile ; une expérience de plus de 5 ans dans la participation/gestion de programmes financés par le Fonds européen de développement ; une expertise reconnue dans le domaine de l'appui à la société civile prouvée par au moins 5 ans dans la participation/gestion de programmes société civile ; une expérience dans des pays en situation de conflit/post conflit ; et une expérience dans l'appui à la société civile au Togo.

Le Pro-CEMA vise à mieux impliquer la société civile dans l'accompagnement de l'action gouvernementale, la gestion des affaires publiques/redevabilité et à assurer une meilleure coordination État-Monde Associatif. Il est financé par l'Union européenne à hauteur de 3.300.000 euros, pour une durée de trois ans. Ses activités ont été officiellement lancées le 15 février 2018 à Lomé. Un expert chef d'équipe a été déjà recruté pour réaliser la «Cartographie de la société civile au Togo» afin d'accroitre la connaissance sur les dynamiques de la société civile et le cadre juridique de l'action.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Oragroup annonce des résultats en forte progression

A l'issue de son Assemblée générale tenue le 13 avril 2018, le groupe bancaire panafricain Oragroup annonce une forte progression de ses performances pour l'exercice 2017. Oragroup affiche un total de bilan à 1794 milliards de francs CFA, précise un communiqué. Les dépôts de la clientèle de l'ensemble du réseau Orabank s'élèvent à 1179 milliards de francs CFA et les opérations de crédits à 1085 milliards de francs CFA. Au total, le Groupe affiche un produit net bancaire de 108 milliards de francs CFA (197,4 millions de dollars) et un résultat net en forte hausse de 45% à 21,97 milliards de francs CFA (40,1 millions de dollars).

Binta Toure Ndoye, Directrice générale du groupe

«*Ces résultats confortent notre stratégie de développement reposant sur quatre axes : la consolidation d'un groupe partageant une vision et des valeurs communes, la poursuite de notre croissance en maîtrisant nos charges, la maîtrise du coût du risque et la mobilisation de ressources dans le but de conforter la solidité financière du Groupe. Sur l'ensemble de ces sujets, la banque a été incontestablement au rendez-vous. Le travail en équipe a été un élément clé pour consolider les acquis de notre groupe en termes de performances financières nécessaires pour asseoir son développement panafricain*», explique Binta Toure Ndoye, Directrice générale du groupe.

L'année 2017 a été riche en actualités avec l'obtention d'importantes lignes de financement : Oragroup a notamment clôturé avec succès une émission de billets de trésorerie d'un montant total de 35 milliards par appel public à l'épargne sur le marché financier régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), obtenu deux lignes de financement de 10 milliards chacune de la BOAD, reçu un financement de 40 millions d'euros de la Société Islamique de Développement (SID). Ces fonds vont permettre à Oragroup de financer des projets éligibles portés par des petites et moyennes entreprises (PME) opérant dans les pays membres de la SID. Orabank continue de renforcer le financement des PME, avec celles intervenant notamment dans le secteur de l'Énergie Renouvelable et de l'Efficacité Énergétique (ER/EE), décaissant au total 6 millions d'euros sur la ligne de crédit SUNREF octroyée par l'Agence Française de Développement (AFD).

Oragroup est présent dans 12 pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) et dans quatre zones monétaires (UEMOA, CEMAC, Guinée Conakry, Mauritanie).

Pour les statistiques sur le travail, l'emploi et la sous-utilisation de la main d'œuvre

Les nouveaux outils harmonisés se finalisent à Lomé

Ils sont 21 pays pris en charge sur le projet de renforcement des capacités statistiques de la Banque africaine de développement : le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Cap Vert, la Centrafrique, les Comores, le Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée Equatoriale, le Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sao Tomé et Principe, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Ils tiennent un atelier de renforcement des capacités à Lomé, du 16 au 20 avril 2018. Les participants – qui sont des Cadres – proviennent des instituts nationaux de statistique et des observatoires de l'emploi et de la formation professionnelle ayant l'habitude de réaliser des enquêtes sur l'emploi. L'objectif est de leur permettre de mieux comprendre le contenu de la nouvelle résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main d'œuvre, de réviser la liste minimale d'indicateurs de suivi de l'emploi et de la formation professionnelle adoptée par l'Union africaine, et de prendre en compte les définitions des concepts dans l'élaboration du questionnaire sur l'emploi.

Et pour cause, depuis des années, Afristat, qui a fait valoir son expertise dans le domaine du système d'information sur le marché du travail, s'investit dans l'amélioration du dispositif de mesure et d'analyse des informations sur l'emploi. Dans cette dynamique, la 19ème Conférence internationale des statisticiens du travail a adopté, en octobre 2013, une résolution relative aux nouvelles normes statistiques sur le travail, l'emploi et la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Les concepts du marché du travail sont ainsi requalifiés dans la nouvelle résolution qui fournit aussi de nouveaux indicateurs clés de la sous-utilisation de la main d'œuvre pouvant être utilisés, en parallèle, avec le taux de chômage. A préciser que la nouvelle résolution intègre le taux de chômage aux indicateurs de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Dans la foulée, et dans le cadre du dispositif de collecte de données, un document de méthodologie harmonisée d'enquête sur l'emploi et le secteur informel est produit par Afristat, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, l'Union africaine et certains pays africains. Ce document comprend des questionnaires et une approche stratégique de collecte intégrée de données en la matière. Plus est, Afristat a actuellement développé des outils d'enquête modulaire qui intègrent les définitions des concepts selon la nouvelle résolution.

Aujourd'hui, il se dit que la finalisation de ces outils mérite des appréciations aussi bien des structures partenaires impliquées dans le même domaine d'activité que des instituts nationaux de la statistique qui sont plus désignés pour collecter, traiter et analyser les données. Et c'est le bien-fondé de l'atelier de Lomé, organisé par Afristat en collaboration avec la Banque africaine

A Lomé, du 16 au 20 avril 2018

Un pas de réussi vers un IHPC au niveau africain

(suite de la page 3)

de prix et de dépenses internationalement comparables.

Mais, pour l'instant, il y a très peu d'intégration de ces activités au sein des instituts nationaux de statistique depuis le PCI 2005. La situation est plus accentuée dans les États ou les régions qui ne calculent pas encore, de manière harmonisée, les indices des prix à la consommation. L'atelier des experts à Lomé est donc «*d'une importance capitale pour la réussite du projet d'élaboration d'un IHPC au niveau africain*», selon M. Koame Kouassi. Et d'ajouter qu'il sera question, spécifiquement, d'établir un état des lieux sur les pratiques dans chaque Etat concernant les méthodologies, les nomenclatures et les manuels de mise en œuvre, d'évaluer les outils ou logiciels de traitement, d'évaluer l'impact de ces outils sur l'intégration PCI-IHPC, de renforcer les capacités des experts des Etats sur les IHPC ainsi que sur l'élaboration et le calcul des parités de pouvoir d'achat, et d'examiner les dispositions et conditions pratiques diverses pour la mise en œuvre d'un IHPC et l'intégration du PCI et de l'indice des prix à la consommation (IPC) au sein de la CEDEAO, en synergie avec les autres régions du continent africain.

La définition de l'IHPC elle-même ne semble pas suffisamment claire pour tout le monde, notamment la différence avec les IPC nationaux. Au sein de l'UEMOA par exemple, il est calculé un seul IHPC qui sert également d'indicateur de mesure de l'inflation nationale alors que, dans la COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), l'IHPC est distinct de l'IPC national. Par ailleurs, les experts des États ont toujours exprimé un besoin d'en savoir plus sur le calcul des parités de pouvoir d'achat.

Afin de relever le défi de la diversification dans le secteur

Des activités alternatives hors secteur pêche à explorer

Les chiffres ne font pas l'unanimité, preuve des difficultés de la production statistique nationale. Un besoin de consommation locale de 90.000 tonnes de poissons contre une production de 30.000 tonnes ou encore une consommation de 80.000 tonnes par an, avec 13 kg par personne, contre une production totale incluant tous les segments (pêche maritime, pêche continentale et pisciculture) d'environ 25.000 tonnes par an. Qu'à cela ne tienne, un gap est à combler. Ce déficit en approvisionnement de poissons fait qu'une part importante des produits de la pêche consommée au Togo est importée (plus de 40.000 tonnes) pour satisfaire la consommation nationale. Cette situation a entrainé des importations totales de poissons dont la valeur a triplé entre 2009 et 2015, passant de 0,6 à 1,8 millions de dollars.

Le gouvernement veut relever le défi de la diversification des activités économiques dans le secteur de la pêche, notamment développer des activités le long des filières de pêche pour valoriser les produits et créer de la valeur ajoutée et des emplois, promouvoir la capacité des pêcheurs artisans de pêche pour exploiter les ressources qui sont moins menacées, et exploiter les ressources dans de nouvelles zones de pêche où la pression est moins forte. Il existe

(suite à la page 7)

CYCLISME/TOUR DU TOGO

Aziz Nikiéma remporte le tour du Togo

Le sprinter burkinabè Abdoul Aziz Nikiéma a remporté dimanche la 27e édition du tour international du Togo, malgré la victoire de la 6e étape du Belge Cordeel Sander qui a devancé au sprint le Français Mickael Danet sur la ligne d'arrivée du critérium de Lomé.

Hervé A.

Nikiema Aziz a remporté ce dimanche la 27è édition du tour cycliste international du Togo. Le Burkinabé a devancé avec 4 secondes au classement général au temps le Belge Sander Cordeel et l'Ivoirien Bamba Karamoko de 16 secondes. Il a remporté ainsi pour sa première fois le tour du Togo.

Abdoul Aziz Nikiéma a conservé son maillot jaune qu'il a conquis depuis la première étape en maintenant un écart de 4 secondes sur son challenger belge Sander et de 16 secondes sur l'Ivoirien Bamba Karamoko. Il a parcouru les 616,800km de distance de course totale en 15h53mn37sec soit une moyenne de 38,808km/h.

Son compatriote Yarbanga Salifou et le Malien Diallo Yaya terminent respectivement 4e et 5e au classement général à l'issue de la dernière étape qui a eu lieu à Lomé, dans un critérium de 92km.

"*Je dédie ce titre à tous mes coéquipiers avec qui j'ai travaillé pour gagner cette compétition. Toutes mes félicitations vont aux autres coureurs qui ont participé à ce tour du Togo. J'apprécie beaucoup la manière dont la compétition a été organisée*", s'est exprimé Aziz Nikiéma.

"*Tout s'est bien passé hormis quelques petits incidents constatés durant le tour. En ce concerne les coureurs togolais, on peut dire qu'ils ont eu leur baptême de feu, et nous allons continuer par les former*", a, de son côté, déclaré Dieudonné Gagou, le Président de la Fédération Togolaise de Cydisme.

Au total 62 coureurs ont pris le départ pour cette édition du tour, mais quelques temps après le coureur Marius Lihian Armand de la RD. Congo et quatre autres coureurs togolais ont désisté pour réduire le nombre de coureurs à la ligne d'arrivée à 57.

Doublé de Caster Semenya

Caster Semenya a réussi le doublé 800m-1500m aux Jeux du Commonwealth. Vendredi, la Sud-Africaine a dominé le double tour de piste en 1'56"68, devant la Kenyane Margaret Wambui (1'58"07). Mardi, elle avait survolé le 1500m en 4'00"71. Le Kenya s'est illustré sur le 3000m steeple avec un triplé. La victoire est revenue à Conseslus Kipruto (8'10"08) devant Abraham Kibiwott (8'10"62) et Amos Kirui (8'12"24).

La Jamaïque a également brillé à Gold Coast, dans les lancers, d'abord, avec le doublé au disque de Fedrick Dacres (68,20m) devant Traves Smikle (63,98m) et la victoire de Danniel Thomas Dodd au poids (19,36m), devant la Néo-Zélandaise Valerie Adams (18,70m). Sur le 100m haies, Danielle Williams (2e en 12"78) et Yanique Thompson (3e en 12"97) ont seulement été battues par la Nigériane Oluwatobiloba Amusan (12"68).

L'Anglaise Katarina Johnson-Thompson, qui s'entraîne à Montpellier avec Bertrand Valcin, également coach de Kévin Mayer, a dominé l'heptathlon avec 6255 points. Enfin, la Canadienne Alysha Newman s'est imposée à la perche avec 4,75m, égalant son record national et battant celui de la compétition. Newman a battu la Néo-Zélandaise Eliza McCartney 4,70m et l'Australienne Nina Kennedy (4,60m).

Andrés Iniesta vers la Chine

Andrés Iniesta a tranché pour son avenir. Et selon la presse espagnole, cet avenir s'écrira du côté de la Chine. Tout indique qu'il quittera son club formateur cet été, et le quotidien AS dévoile par exemple de nouvelles informations sur le futur du champion du monde 2010.

Contrairement à ce qu'affirme le joueur : la décision a déjà été communiquée au club, et les dirigeants du Barça ainsi que l'effectif sont au courant de son futur départ. Pour l'instant, il existe un certain flou autour du nom du prochain club d'Iniesta, la faute à une clause de confidentialité qui a été signée, mais AS explique que 4 clubs ont fait une offre au joueur. Il va ainsi signer un contrat de 3 ans avec son futur club.

En fin de semaine dernière, Catalunya Radio expliquait cependant qu'il s'agissait du Tianjin Quanjian, mais surtout, dévoilait le salaire du joueur : 37 millions d'euros bruts par saison ! AS précise - comme on s'en doutait déjà - que ce départ vers la Chine est fortement influencé par les affaires de l'Espagnol. Son entreprise s'occupera d'organiser des campus de football sur place par exemple, en plus de divers commerces liés à l'exploitation viticole.

JEUX DU COMMONWEALTH

Treize athlètes d'origine africaine sont portés disparus

Treize athlètes africains participant aux Jeux du Commonwealth à Gold Coast, en Australie, ont été portés disparus.

La disparition de huit athlètes camerounais (trois haltérophiles et cinq boxeurs) avait déja été rapportée mercredi. Jeudi, cinq nouveaux sportifs d'origine africaine manquent à l'appel, ont annoncé les organisateurs des Jeux du Commonwealth, qui ont lieu à Gold Coast, en Australie.

Les compétiteurs disparus sont cette fois originaires du Rwanda et d'Ouganda. Deux joueurs de l'équipe de squash de Sierra Leone n'ont également pas réapparu.

"*Nous avons un service spécialisé autour des visas, mais tant que personne n'aura formellement dépassé la date d'expiration de son visa ou déposé une demande d'asile, nous ne pouvons que surveiller la situation. Pour le moment, nous concentrons nos efforts sur le fait d'apporter notre aide aux équipes qui recherchent leurs athlètes*", a déclaré le président exécutif de la Fédération des Jeux du Commonwealth, David Grevemberg, à la presse.

Les Jeux du Commonwealth se sont terminés dimanche et ont vu l'Australie finir largement en tête du tableau des médailles avec 198 récompenses dont 80 en or, 59 en argent et 59 en bronze. Deuxième de ce classement et dominatrice il y a quatre ans lors des Jeux organisés en Ecosse, l'Angleterre a terminé loin derrière avec 136 podiums. L'Inde complète le trio de tête (66). Sur les soixante-et-onze délégations présentes à Gold Coast quarante-trois repartent avec au moins une médaille. Avec cinq titres, l'Australien Mitch Larkin (en argent sur le 200m dos lors des JO de Rio) a été l'athlète le plus récompensé de cette édition.

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

Assignment Title: 1256812 - Cross border small trader survey in West Africa

Assignment Countries:
- To be selected from Cote d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Nigeria, Niger, Togo, Benin

ASSIGNMENT DESCRIPTION

As part of a regional trade facilitation program in West Africa, funded by a group of donors (USAID, EU and the Netherlands) and executed jointly by the World Bank Group (WBG) and GIZ, WBG is looking for a firm to conduct a survey on cross border small traders. The selected firm will be responsible for collecting and analyzing data and information from traders, traders associations, border officials, market vendors and other relevant stakeholders at the identified target locations, with the aim of shading light upon the following areas:

a. The nature of cross-border trade
b. Barriers and impediments to trade
c. Gender-specific issues related to trade
d. Institutional analysis of key SSCBT stakeholders

Expressions of Interest should be submitted, in English, electronically through World Bank Group eConsultant2 (https://wbgeconsult2.worldbank.org/wbgec/index.html). The submission should not exceed 10 pages.

NOTES
Following this invitation for Expression of Interest, a shortlist of qualified firms will be formally invited to submit proposals. Shortlisting and selection will be subject to the availability of funding.

Only those firms which have been shortlisted will receive notification. No debrief will be provided to firms which have not been shortlisted.

Rapport définitif d'une étude attendu en juillet 2019

Comment améliorer les revenus des petits producteurs de café ?

Late Pater

La décision avait été prise au premier forum mondial des producteurs de café, en juillet 2017 à Medellin en Colombie, de conduire une étude, par un organe indépendant, aux fins d'analyser le comportement du prix du café au cours des dernières années, ainsi que le coût de production et les activités y relatives. Du concret s'en est suivi et, du 9 au 13 avril 2018 à Mexico, lors de la 121ème session du conseil de l'Organisation internationale du café (OIC), le Professeur Jeffrey Sachs a présenté le résumé de l'étude intitulée «analyse économique et stratégique pour l'amélioration des revenus des petits producteurs de café». Et ce, face au Comité exécutif du forum mondial des producteurs du café (WCPF) qui s'est retrouvé les 8 et 12 avril dans la capitale mexicaine pour examiner et discuter plusieurs questions liées à la durabilité de la chaine de valeur mondiale du café, surtout la baisse constante des recettes des producteurs de café au cours des trois dernières décennies qui compromet leur viabilité économique.

Le compte rendu officiel précise que les effets dévastateurs des cours actuels du café sur les producteurs méritent qu'on y pense particulièrement. Aussi a-t-on échangé sur le besoin de prendre de sérieuses mesures pour améliorer le revenu des producteurs, par un travail conjoint avec le reste de la chaîne d'approvisionnement sur les initiatives qui devront être traduites par des actions qui vont, entre autres, augmenter la consommation, augmenter les cours du café, répondre aux conséquences du changement climatique, et améliorer la productivité dans les pays producteurs de café. A Mexico, les délégués de l'Organisation internationale du café ont suivi la structure initiale de l'étude du Professeur Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du secrétaire général des Nations Unies sur les objectifs de développement durable et directeur de l'Institut de la terre à l'Université de Colombia. Les résultats partiels et les conclusions seront présentés en septembre 2018 et mars 2019. Le rapport définitif, lui, sera présenté lors du deuxième forum mondial des producteurs de café en juillet 2019. Les représentants du WCPF demanderont à l'Organisation internationale du café de jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de quelques-unes des initiatives telles que la promotion de la consommation dans les pays producteurs et les

Enselme Gouthon recevant sa distinction à Mexico

marchés émergents et la facilitation du dialogue entre les acteurs de la chaîne du café.

Il a été aussi convenu d'entamer le processus de formalisation de la structure du WCPF en une organisation à but non lucratif qui traitera et fera prendre conscience des défis de la chaine de valeur du café, surtout ceux liés à la situation économique et sociale des producteurs de café, et recherchera les mécanismes qui pourront améliorer leur situation sociale et économique.

«Nous devons nous assurer que la production du café est durable et avantageuse, tout en veillant à ce qu'il y aura une forte demande mondiale pour notre produit. Il est crucial de coordonner les actions entre les producteurs, les associations de producteurs, l'industrie du café et l'Organisation internationale du café pour augmenter la consommation dans les marchés émergents et pays producteurs», a déclaré Silas Brasileiro, le président du Conseil national de café du Brésil. Tandis que le conseil de l'Association des cafés fins d'Afrique, par la voix de Ishak Lukenge, a indiqué que *«avec les niveaux actuels de prix, le café est simplement non économiquement viable pour des millions de caféiculteurs en Afrique et dans le monde. Il incombe à nous tous de rendre viable la chaîne de valeur du café dans son ensemble, mais aussi chacun des maillons qui la composent»*. Ric Rhinehardt, président de l'Association du café de spécialité, de son côté, souligné que *«aujourd'hui, les consommateurs sont exigeants et demandent une qualité irréprochable, mais aussi l'assurance que leur café est produit de manière durable»*.

Et pour Roberto Vélez, président directeur général de la Fédération nationale des caféiculteurs de la Colombie, *«il est impossible d'avoir une chaîne de valeur de café durable avec un premier maillon extrêmement faible, les caféiculteurs qui n'ont pas de revenus rendant avantageux leurs activités»*. Selon William Murray, PDG de l'Association nationale du café des Etats Unis d'Amérique, *«avec certaines estimations indiquant que le monde devra doubler la production de café à l'horizon 2050, la chaine de valeur du café doit s'assurer que la production du café est durable pour satisfaire la future demande mondiale»*.

Au niveau de l'India Coffee Trust, on pense déjà miser sur la qualité et les avantages du café pour augmenter significativement la consommation de l'Inde à travers sa classe moyenne. Enfin, le directeur exécutif de Promecafé, René Leon, pose une question légitime pendant que des voix appellent les jeunes à s'intéresser à la filière café : *«comment peut-on s'attendre que la génération suivante, nos enfants, reste dans la production du café si elle voit que leurs parents ne peuvent même pas satisfaire leurs besoins essentiels après des décennies de travail ?»*.

Tout en faisant siennes toutes ces approches, l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et Madagascar (ACRAM), présidée par le Togolais Enselme Gouthon, croit fermement à l'avenir meilleur et parle déjà d'une *«nouvelle mais très importante organisation mondiale»*, s'agissant de la formalisation de l'actuel WCPF en Organisation mondiale des producteurs de café. Logiquement, à Mexico, Enselme Gouthon, par ailleurs, secrétaire général du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC) au Togo, a reçu une nouvelle distinction pour ses *«efforts au niveau mondial pour la promotion du café et la défense des vaillants petits producteurs»*, selon les autorités mexicaines.

Mécanicien de nuit

Un gagne-pain

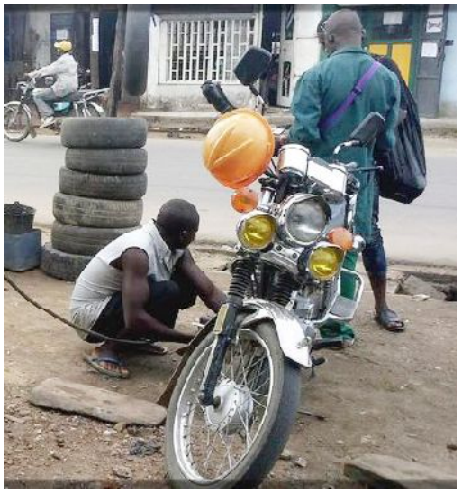
Etonam Sossou

Cela fera bientôt cinq ans que Jérémie assure le service de mécanicien la nuit sur Le boulevard de la Kara. «*Je fais ce travail parce que je l'aime et pas que la nuit puisque je travaille aussi le jour*» confie celui qui estime gagner entre 5000 et 10.000F la nuit et qui occupe son temps à manipuler son téléphone entre deux clients.

A quelques centaines de mètres de là, exerce Kadiri. La quarantaine bien sonnée, il finit après une longue introspection par se rappeler que ses débuts remontent à 2005. A la question sur son choix du métier de mécanicien à temps partiel, il se plaint : « *Je manque de quoi mettre sur pied un garage en bonne et due forme, alors je me débrouille comme ça* ». La journée, il dit la consacrer à l'élevage. Qu'il n'habite plus dans le quartier depuis les inondations de 2008, lui importe peu. « *Je me suis relogé à Totsi mais je tiens à toujours exercer ici parce que je me suis fait une clientèle que je tiens à ne pas perdre et cela me prendrait beaucoup de temps pour me faire une autre là où j'habite si d'aventure je décidais d'exercer là-bas* » analyse-t-il.

Le « *service minimum* » qu'assure Kadiri est, à ses dires, quasiment non- stop. « J'apporte ma moustiquaire sous laquelle je dors s'il fait tard et les clients savent qu'ils peuvent me réveiller chaque fois qu'il le faut » Avec certains clients par contre, les relations ne sont pas toujours aussi idylliques concède-t-il : «*Il y en a qui, faute d'argent pour payer le service, nous remettent leurs cartes ou leurs passeports …et qui ne reviennent pas les chercher* ». « *D'autres déplore-t-il, m'accusent d'avoir enlevé telle ou telle pièce de leur moto pour la revendre ; ce qui crée des malentendus inutiles* ». Les malentendus avec les clients s'expliquent aussi par le fait que les aptitudes techniques de ces mécaniciens semblent limitées. D'où les plaintes de ce client qui participe même à la réparation de sa moto : « *Et si tu rinçais la bougie !* », « *Je t'avais pourtant prévenu que ça ne marcherait pas !* » objecte-t-il de temps à autre.

Toutefois à l'instar de Vivien qui vient de faire huiler la chaine de sa moto, ils sont nombreux à trouver leur compte dans ces garages de fortune. C'est donc tout réjoui qu'il explique son soulagement : « *Je ne suis pas sorti de toute la journée et comme il a plu, la chaine me faisait des misères. Je vous laisse imaginer ce qui serait advenu s'ils n'étaient pas là, avec l'insécurité qui prévaut actuellement. Convenez que je serais à la merci des malfaiteurs de tout genre* ». Pendant que nous nous apprêtions à prendre congé de nos interlocuteurs, certains en étaient encore à déballer leur outillage. Preuve que le métier de mécanicien de nuit n'est pas qu'une voie de garage.



Sous le signe de l'amour et de la réconciliation

L'EEPT a célébré ses 125 ans de présence à Mission Tové

Natifs du milieu, autorités administratives, religieuses et politiques se sont retrouvées ce 15 avril pour rendre grâce à Dieu pour le jubilé de 125 ans de l'arrivée des premiers missionnaires de l'église évangélique presbytérienne du Togo dans le canton de Mission Tové. Le thème du culte d'action de grâce: «*reconnais celui qui est ressuscité*» *a inspiré le célébrant, le Pasteur Sename Avinou dans son prêche.*

«*Avons-nous mérité ce sacrifice suprême? Jésus-Christ est-il aujourd'hui fier de l'avoir fait pour nous ? Qu'aurons-nous à lui rendre quand il sera de retour ?*». Par ces interrogations, il a centré sa prédication sur Actes3,12-19 ; 1jean3,1-7 ;Luc24,36-48 des passages en accord avec le thème.

Pour le modérateur Avinou, Jésus nous a montré par son acte la valeur du pardon et de l'amour. Faisant allusion à la situation sociopolitique que traverse le Togo, il a précisé qu'à travers ces passages bibliques Jésus veut faire comprendre aux togolais de tout bord politique, ethnique et religieux qu'ils sont uns.

En clôturant son prêche, le pasteur a signifié sa gratitude à tous les invités et a souhaité que la bénédiction divine repose sur eux. «*Que Dieu illumine toutes les togolais et leur accorde de vivre selon son vouloir par son esprit saint, dans la paix, l'amour et la réconciliation*».

Pour l'histoire, le 14avril 1893, un jeune catéchiste évangéliste originaire du Ghana fut envoyé à Tové pour continuer l'œuvre missionnaire entamé par ses prédécesseurs. Cette date marque celle de la fondation de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo qui a aujourd'hui 125 ans à travers sa paroisse-mère installée à Mission Tové. La particularité de cette fête est que la population de cette localité par ses propres efforts est arrivée à construire le monument du centenaire.

Afin de relever le défi de la diversification dans le secteur

Des activités alternatives hors secteur pêche à explorer

(suite de la page 4)

encore des possibilités d'explorer de nouvelles chaînes de valeur, y compris dans l'aquaculture (nouvelles espèces ou nouvelles techniques pour des marchés à plus forte valeur, améliorer la qualité des produits et le contrôle sanitaire). Des activités alternatives hors secteur pêche sont également à explorer, particulièrement dans des écosystèmes déjà surexploités, comme dans les lagunes. L'autre idée est de valoriser l'aquaculture en travaillant sur les semences, sur l'aliment et la sante des poissons. Consacré à la formation à l'aquaculture au Togo, le futur Institut de formation pour l'agro-développement (IFAD)

d'Elavagon (préfecture de l'Est-Mono) va s'ouvrir, avant la fin 2018, aux apprenants qui seront des entrepreneurs du secteur.

En rappel, à travers le PNIASA, le gouvernement a entrepris des actions structurantes de la filière halieutique. Il a élaboré et mis en œuvre la stratégie de soutien à la production pisicole et aquacole, et apporté son soutien à la promotion de l'aquaculture et des productions halieutiques de façon générale avec la distribution à prix subventionné des provendes, la fourniture des alevins, la réglementation de la pêche avec l'élaboration de plusieurs plans de pêche. Particulièrement, les réalisations ont porté sur la production et la distribution de géniteurs de tilapias et de géniteurs de clarias à des écloseries privées en activité, la construction de fours améliorés au profit des transformatrices de poissons du lac de Nangbéto, etc.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°485 DE LOTO KADOO DU 06 Avril 2017

La LONATO a procédé vendredi au **486è** tirage de **LOTO KADOO** avec des numéros bonus.

Le vendredi précédent, c'est uniquement, à **LOME** que des gagnants de gros lots ont été dénombrés. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à **1.000.000F CFA**.

Ainsi, à **LOME**, il a été recencé **un lot de 1.000.000F CFA** gagné sur le point de **vente 6466.**

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°486 de LOTO KADOO du 13 Avril 2018

Numéro de base					Numéros bonus	
39	18	70	78	02	64	55

LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°041 DE LOTO Sam du 07 Avril 2018

Le pari de samedi, LOTO Sam, était à son tirage N°042 ce 14 Avril 2018

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, c'est à **LOME** et à **KARA** que des gagnants de gros lots ont été enregistrés.

Ainsi, dans ces deux villes, ce sont des lots **de 1.000.000F CFA** qui ont été recensés respectivement auprès **des opérateurs 10324 à Kara et 60129 à Lomé**.

Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots **d'un 1.000.000F CFA** qui ont été enregistrés.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

La **Tranche Commune Entente** est de retour! Cette année, découvrez le Burkina Faso en achetant à **200F CFA** un ticket de la **TCE 2018**!

Grattez et si vous découvrez trois fois un montant, vous gagnez immédiatement ce montant ! Vous pouvez gagner jusqu'à **500.000F CFA** !

Si vous découvrez trois fois le symbole de l'**AVION**, vous gagnez un voyage au Burkina Faso où vous irez tirer vous-même au sort, votre gros lot, lors du grand tirage régional qui aura lieu **le 27 juillet 2018**!

Au tirage, vous pouvez gagner jusqu'à **10.000.000F CFA**.

Si vous n'avez pas gagnez au grattage, une autre chance vous est offerte ! Gardez vos tickets non gagnants. Un tirage de lot intermédiaire leur est consacré! Vous pouvez ainsi gagner **de 5.000 F CFA à 100.000F CFA** ! Votre numéro de tirage se trouve dans la zone de grattage.

Avec la TCE 2018 multipliez vos chances et gagner !

Résultats du tirage N°042 de LOTO SAM du 14 Avril 2018

Numéro de base				
75	45	73	02	05

Togotelecom TOGOCEL
Groupe TOGO TELECOM

la fibre chez vous

INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS LES ZONES SUIVANTES :

- ☑ AGOÈ,
- ☑ BAGUIDA,
- ☑ BOULEVARD CIRCULAIRE,
- ☑ FOREVER,
- ☑ ZONE PORTUAIRE,
- ☑ ABLOGAMÉ,
- ☑ KODJOVIAKOPÉ,
- ☑ NYÉKONAKPOÈ,
- ☑ RÉSIDENCE DU BÉNIN,

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!

*Adopter **La Fibre du Groupe TOGO TELECOM**, c'est participer au développement du Togo.*